

Large condamnation au coup d'état parlementaire en cours au Brésil



Large condamnation au coup d'état parlementaire en cours au Brésil

Par Guillermo Alvarado

Nombreuses sont les condamnations et les témoignages de préoccupation suite au coup d'État parlementaire en cours contre la présidente brésilienne, Dilma Rousseff. Des politiques vénaux, la droite conservatrice et les grandes corporations de l'information ont rassemblé leurs forces pour attaquer la démocratie et jeter par terre les conquêtes des gouvernements du Parti des Travailleurs, le PT.

Dimanche, lors d'un spectacle déplorable, déguisé en procès législatif, la Chambre des députés a adopté, 367 voix pour, 137 contre et 7 abstentions, l'ouverture d'un procès politique contre la chef d'état pour un présumé délit qui n'a jamais pu être prouvé.

Il faut dire que parmi ceux qui ont voté en faveur de ce procès, il y a des élus qui jusqu'il y a peu, étaient des alliés du PT au Parlement et qui ont préféré maintenant les monnaies de Judas, laissant de côté leurs engagements politiques.

D'autres, comme le président de la Chambre basse, Eduardo Cunha, attendent d'être jugés pour le délit d'enrichissement illicite et pour avoir des comptes en banque à l'étranger sans les déclarer, ce qui par contre a été dûment prouvé. Ils cherchent désespérément à ce que le coup parlementaire s'achève pour bénéficier d'une éventuelle amnistie.

Ce sont ces personnages qui tentent de renverser la présidente Rousseff, élue par des millions de Brésiliens. Les immenses ressources du géant sud-américain sont en réalité l'objet de la convoitise des grandes transnationales, que le PT a jusqu'à présent pu tenir en respect.

Cuba a condamné énergiquement ce coup parlementaire. Elle a averti qu'il s'agit d'une attaque, basée sur des accusations sans preuves et sans fondements légaux, contre la démocratie brésilienne et contre la légitimité d'un gouvernement élu aux urnes par la majorité du peuple.

Un communiqué du Ministère des Affaires étrangères de Cuba assure que l'on cherche à instaurer un gouvernement néolibéral qui permette le pillage par les grandes transnationales des richesses naturelles de ce pays, spécialement ses immenses réserves de pétrole, de minerais, d'eau, sa vaste biodiversité, un gouvernement qui subordonne sa politique extérieure aux intérêts hégémoniques impérialistes.

En Uruguay, des élus du Front Large ont demandé au Ministère des Affaires étrangères que la Clause démocratique du Mercosur soit appliquée au Brésil, au cas où le coup d'état serait accepté par le Sénat.

Cette clause a été introduite en 1998. Elle permet d'appliquer des sanctions politiques et économiques contre un membre et y compris, le séparer du bloc au cas où l'ordre démocratique serait rompu, comme il est sur le point d'arriver au Brésil.

Elle n'a rien à voir avec la charte démocratique de la vétuste et discréditée Organisation des États Américains. Personne ayant toute sa tête ne se demande où est elle en ce moment, tout premièrement pour ne pas faire le ridicule et secondo parce que la réponse est on ne peut plus claire.

Il se peut que l'OEA soit en train de conspirer activement avec les putschistes pour cacher leurs sales manœuvres et « reconnaître » le gouvernement illégitime qui pourrait être issu de ce processus.

La question est passée maintenant entre les mains du Sénat qui doit former une commission de 21 membres et d'autant de suppléants pour étudier la demande d'ouverture d'un procès politique contre la présidente.

Entre temps, les forces progressistes doivent s'activer aussi bien à l'intérieur qu'en dehors du Brésil pour défendre la démocratie d'un coup qui serait très grave pour tous les peuples de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/90985-large-condamnation-au-coup-detat-parlementaire-en-cours-au-bresil>



Radio Habana Cuba